

« Un peuple sans littérature et sans histoire »

Laurence Olivier and Xavier Philippe-Beauchamp

Number 330, Spring 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/95381ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Olivier, L. & Philippe-Beauchamp, X. (2021). « Un peuple sans littérature et sans histoire ». *Liberté*, (330), 7–9.

« Un peuple sans littérature et sans histoire »

*Deux
Canadien·nes
français·es
s'évertuent
à détourner
les pouvoirs,
à délégitimer
toutes les prises
de parole – la leur
en premier.*

Il ne plaît pas à tout le monde d'entendre les obsèques de leurs héros nationaux. Récemment, certains ont confondu nos requiem avec des admonestations – pire, un mépris pour ces Canadiens français qui avant nous ont voulu laisser leur marque dans le paysage politique ou dans la culture. Pour demander pardon à ces ardents défenseurs du passé colonial français en Amérique, nous proposons d'ouvrir cette nouvelle chronique sur l'apport discutable des Britanniques à ce qui constitue aujourd'hui le Canada. Autrement dit, nos visées sont égalitaires. Nous aurions voulu éviter d'asséner plus de 49,42% des coups au Canada français. Simplement, nous sommes de ceux qui pensent que « ce n'est pas parce qu'on a souffert qu'on a raison », comme le dit Dany Laferrière. Nous ne pourrions donc pas nous empêcher, en chemin, de montrer du doigt les maladresses commises par tous les apprentis révolutionnaires qui jonchent les pages de notre histoire. Nous avons commencé, dans la précédente livraison de cette chronique, à mettre au jour l'influence malheureuse qu'a notre littérature anémiant sur le comportement politique des Québécois. Nous continuerons ici, comme il devient notre habitude, de poser les diagnostics, puis de laisser les malades partir sans prescription.

✱✱

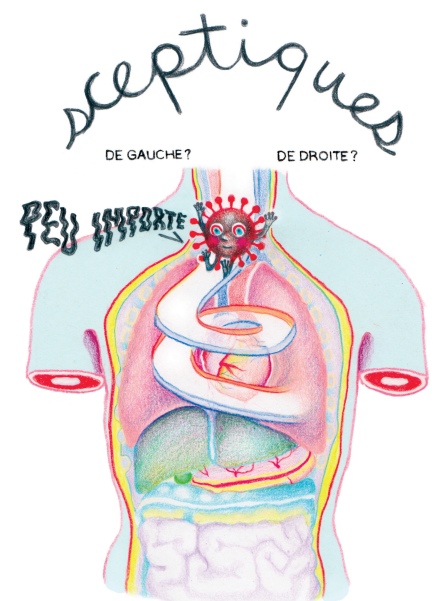
Vous pensez sans doute qu'assez de choses ont été écrites sur le rapport Durham. Près de deux siècles après son dépôt, il serait temps de passer à un autre appel – d'autant que la tradition politique de tableter toute recommandation gênante ne date pas d'hier. Le *Rapport sur les affaires de l'Amérique du Nord britannique* ne devrait pas faire exception. Il serait donc plus sage de ne pas faire couler plus d'encre sur ce sujet. Reste que nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter notre grain de sel (et un peu de vinaigre), ne serait-ce que, pour une fois, regarder du côté du Haut-Canada plutôt que de nous regarder nous-mêmes.

Le plus grand loisir des progressistes anglophones (aujourd'hui comme hier) est de taper sur les francophones : « la langue, les lois et le caractère du continent nord-américain sont anglais, écrivait Durham, toute autre race que la race anglaise y apparaît dans un état d'infériorité. C'est pour les tirer de cette infériorité que je veux donner aux Canadiens notre caractère anglais. » Nous sommes incultes, rétrogrades, en proie à une crispation identitaire, etc. Le bon goût retient les élites anglaises de terminer leur énumération, mais on devine leur soupçon : le Canada français a une tare congénitale. La triste vérité, c'est que personne ne prend autant plaisir que nous-mêmes à nourrir ces fantasmes : observons les circonstances qui ont précédé le fameux rapport.

Dans les années 1830, la mauvaise répartition des terres

par la Couronne britannique, quelques années de maigre récolte et une récession économique font sourdre un mécontentement au Haut-Canada. On devine les loyalistes déçus de prêter serment à leur roi, mais ils demeurent discrets, par atavisme, jusque dans les signes avant-coureurs de leur révolte : un nouveau journal paraît. L'administration coloniale y est poliment critiquée (on imagine le ton contraint dans lequel on s'excuse d'être mécontent) et l'hypothèse est émise qu'à terme, si cela est possible, envisageable, *if it is not too much trouble*, désolé de vous déranger, un gouvernement républicain pourrait succéder au régime impérialiste.

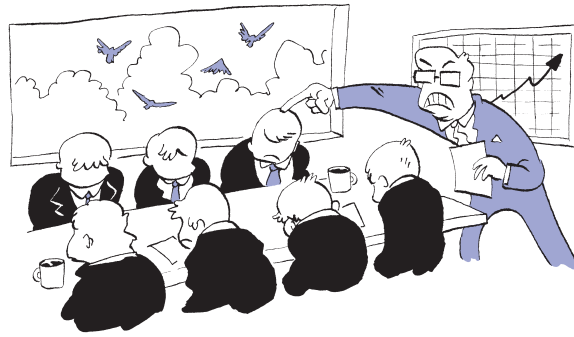
Sans doute ces Canadiens d'en Haut attendent-ils que leurs voisins d'en Bas s'agitent pour se mettre de la partie. On connaît maintenant l'histoire : ces derniers, armés de fourches, de pieux et de fusils de chasse, mettent en déroute l'armée britannique le temps d'une soirée. Et pendant que les troupes de l'empire stationnées à Toronto s'en vont mater la révolte en Montérégie, le diable prend les



Canadiens anglais au corps (une fois n'est pas coutume). Après avoir pillé l'armurerie de la ville, un petit bataillon se réunit dans une taverne et attend l'affrontement avec le pouvoir royal. De cette escarmouche, on ne compte qu'un mort et quelques blessés. On reconnaît la britannique magnanimité du lieutenant-gouverneur au Haut-Canada : Bond Head (dont le nom, à une lettre du fascisme, évoque malgré tout la sécurité des investissements par obligations) s'empresse de pardonner à tous les insurgés.

L'année suivante, John George Lambton, comte de Durham, vient étudier les problèmes politiques qui rongent la colonie nord-américaine. Reconnu pour son progressisme dans la métropole, il affirme que le problème au Canada n'est pas politique, mais ethnique. La cause noble de l'Ancien Monde tient sans doute sa plume lorsqu'il écrit que les Canadien-nes français-es sont un « peuple sans littérature et sans histoire », qui fout le bordel dans la colonie. Certes, les Philippe Aubert de Gaspé père et fils venaient de publier, respectivement, *Les anciens Canadiens* (un roman vantant la bonne entente entre seigneurs et vassaux) et *L'influence d'un livre* (une œuvre mettant les ouailles en garde contre l'occulte savoir livresque). Rien qui puisse distinguer le Canada français dans le concert des nations. Nous sommes en droit, cependant, de nous demander si des Britanniques mettant à sac une taverne sont de plus illustres défenseurs de la littérature et de l'histoire. Nous doutons d'ailleurs que des livres dans lesquels des Britanniques émigré-es se plaignent des rigueurs du climat – tels ceux des sœurs Strickland (devenues Susanna Moodie et Catharine Parr Traill) – méritent davantage de tambours ou trompettes.

Quoi qu'il en soit, il semble que le rapport a eu une valeur prophétique. Le siècle d'histoire littéraire du Canada français suivant la visite de Durham lui donne raison. On ne recense que ce médiocre récit, écrit par un Français, relatant la vie misérable que mènent les colons du Lac-Saint-Jean. Histoire locale, destin national : une fois l'amant mort dans les tempêtes de neige, on se contente de marier un laboureur, un homme à l'image du



— Si vous continuez à vous suicider, ça va finir par ne plus rien me faire!

père. On sent l'exotisme qu'a voulu mettre Hémon dans son livre serti, à chaque chapitre, d'explications quant aux impropriétés lexicales que les charmant-es cousin-es canadien-nes commettent par inadvertance. Le style européen ne cesse de se parachever : Hémon, quelque part lui-même émule des britanniques sœurs Strickland, frissonne dans son Canada Goose.

Sans surprise, c'est à un curé, Félix-Antoine Savard, qu'on doit une relecture de *Maria Chapdelaine*, vingt-cinq ans plus tard. Il pétrit une nouvelle œuvre où le conservatisme s'allie à merveille avec la peur des étrangers : enfin, un roman écrit ici, publié ici ! Sans doute séduit par le pittoresque des habitants, Savard est particulièrement subjugué par l'idée que le colon canadien-français est d'une « race » qui ne saurait mourir. Cent ans après les rébellions du Bas-Canada, nous savons célébrer le funeste anniversaire : le Québec élit Maurice Duplessis et Savard publie *Menaud, maître-draveur*. Certes, la « race » a survécu, mais elle ne fait pas des enfants forts.

On aurait tort de croire que la mouvance littéraire révolutionnaire et internationaliste des années 1960-1970 raille de tels livres. Au contraire, chez *Parti Pris*, on chante les louanges de Savard et de son Menaud. Avec eux, on « rêve de repossession de notre sol et de nos richesses » (Jacques Pelletier, 1970). Commodément, on oublie ceux qui, bien avant « nous », foulèrent ce sol et vivaient de ces richesses.

Il nous semble que l'engouement au Québec pour Jack Kerouac, dont on se désole qu'il ait abandonné la culture canadienne, n'est pas sans

ressemblance avec l'amour suranné qu'on porte aux maîtres-draveurs d'autrefois. Même dans les pages de *Liberté* (hiver 2020), on rêve d'un « Ti-Jean » Kerouac et on se prend à souhaiter que Jacques Renaud ait eu comme prédécesseur l'auteur *beat*. On regrette de voir ceux qui ont quitté le Canada nous devenir étrangers ; on voudrait qu'ils soient éternellement comme nous. Le malheur, c'est qu'ils le sont plus qu'on le pense, et ce n'est rien pour nous faire honneur : Kerouac, « dans le quartier noir de Denver », veut tant être « tout sauf [...] un Blanc désenchanté » qu'il « regrette de ne pas être n**** » (nous censurons). Cette identité vécue comme d'emblée lacunaire est donc tout ce qui reste au Canadien errant : parcourir en pleurant des pays étrangers, se remémorer le pays malheureux. S'il ne reverra plus sa patrie, hélas ! il en conserve le mauvais pli de ne pas s'y reconnaître en colonisateur, puisque lui-même colonisé.

Quand vient le temps des révolutions, on ne peut effectivement pas s'empêcher de regarder ailleurs. On cherche les filiations, dans l'espoir de prendre part à quelque chose de plus grand que soi, de plus grand que ces « terres de petite grandeur, plates et cordées comme des mouchoirs de poche » – mais toujours réduisant ces révolutions à la situation québécoise, dans un geste acrobatique qui concentre à la fois le Survenant et la famille Beauchemin au Chenal du Moine. On compare la situation du Québec à celle de dictatures en Amérique latine, on prétend appartenir au mouvement de la négritude. Bien sûr, on est réconfortés par la

sympathie ouverte que nous adressent Albert Memmi et Aimé Césaire. On se lie bien d'amitié avec quelques Black Panthers pour se faire loger à Manhattan quand on fuit la police canadienne. Mais les révolutionnaires afro-américains se sont vite débarassés des fugitifs devenus gênants. Du reste, leur hospitalité pour le Québécois en fuite ne devient qu'une référence dans le titre de l'essai qu'on écrit en prison. Ces auteurs, qui rêvaient de se prendre pour Angela Davis ou Léopold Sédar Senghor, ne voyaient-ils pas qu'en usurpant la condition des personnes noires, ils jouaient naïvement aux martyrs ? « En se disant “n**** blanc”, on affirme [...] que ce qui est le plus scandaleux dans la condition québécoise, ce n'est pas que nous soyons des “n*****”, mais des Blancs (et rien que des Blancs) qui se voient traités comme des “n*****”. » Nous ajoutons aux remarques de Nepveu dans *Liberté* (automne 2009) que le Blanc d'Amérique, qu'il soit d'expression française ou non, n'a jamais été réduit à l'esclavage. Le fantasme de Kerouac est ici rejoué, mais dans une misère et une splendeur inégalées.

Rappelons quand même qu'autrefois, c'était l'État fédéral qui intervenait pour faire respecter les normes du bon goût. Non seulement l'essai de Vallières est-il cité comme pièce à conviction en cour suivant les événements d'Octobre, mais Parti Pris (la même gang qui encensait Menaud) court le risque d'un procès pour avoir imprimé ce libelle séditieux. Il semble aujourd'hui que l'interdit de publication qui menaçait l'essai de Vallières aurait été une bénédiction.

De toute manière, une fois pris, on fuit. Chénier vers le cimetière, Libération vers les Antilles. Sans même verser de sang, les ravisseurs de James Richard Cross auront ainsi réussi à obtenir un sauf-conduit vers Cuba. Reconnaissons la canadienne bienveillance qui profite du rapt de ce diplomate pour créer une relation entre un pays communiste et un État membre du Commonwealth. Les bouffons, dans tout ça, sont peut-être ces révolutionnaires qui ont permis à Trudeau et à Castro de se lier d'amitié. On remercie quand même les Lanctôt d'avoir jeté les bases pour

qu'aujourd'hui nous bénéficions d'une destination soleil préservée de la présence des touristes états-unien-nes. À défaut d'être maîtres chez nous, nous régnons en maîtres quelques jours par année dans un tout-inclus. Notre Libération vaut bien celle des Cubain-es, n'est-ce pas ?

L'accumulation par dépossession, au Québec, suit un tracé bien étrange. Les boss parlent anglais, le gouvernement fédéral a détourné des fonds électoraux lors du référendum : sans doute la condition canadienne-française ressemble-t-elle à celle d'un peuple autrefois réduit à l'esclavage et aujourd'hui victime de suppression de vote. Ça nous déculpabilise le temps qu'on harnache des rivières. Les barrages qui inonderont des territoires ancestraux et noieront des milliers de caribous ne sont rien d'autre que les « cathédrales de demain ». Nous sommes maîtres chez nous ! « Mais au pays de Québec... mais au pays de Québec, rien n'a changé » pour les travailleurs de ces constructions : « Ils sont là comme ils seraient aux chantiers de bois : pour faire de l'argent. » Ça nous rassure, on pourra écrire un prochain tome de cette littérature canadienne-française qui a cruellement manqué pendant cent ans : après le défrichage avec Maria et la drave avec Menaud, le moulin industriel de *Querelle de Roberval*. Au moins, les grévistes de Kevin Lambert mangent les boss de la scierie et tuent leur progéniture plutôt que de se laisser faire la morale par un Français ou un curé.

Mais rendons à César... : si au Québec c'est par la « répossession de notre sol » qu'on s'approprie par dépossession, le Canada n'est pas en reste. Les Anglais, décidément, nous battent toujours – en faits d'armes comme en gouvernance. Après avoir vu les deux Canada s'insurger en 1837, la Couronne pend les Français, mais gracie les Anglais. Il faudrait bien qu'elle trouve une manière de légitimer l'union du Haut et du Bas ; quoi de plus facile que diluer la basse culture en l'assimilant à la haute. Et Trudeau, sans vraiment s'être affranchi du pouvoir monarchique, rejoue le scénario en 1970. Le Canada met quelques felquistes en prison, mais trouve bien commode de profiter de l'agitation qu'ils ont créée pour construire des

relations diplomatiques. En 2020, alors que chroniqueurs et chargés de cours se font réprimander pour avoir cité le titre de l'essai de Vallières, on se garde bien de mener des enquêtes sur le racisme systémique, et il est plus commode à Trudeau d'intervenir sur des questions de liberté d'expression que d'empêcher la GRC de commettre des violences raciales à l'égard des Premières Nations.

✱✱

Et qu'est-ce que tout ce bigarré héritage culturel fait de nous aujourd'hui ? Toujours pas des enfants forts, mais avec un trouble de l'attachement en sus. Bas-ses-Canadien-nes esseulé-es, Canadien-nes errant-es, nous nous cherchons ami-es et ennemi-es de tous bords tous côtés. On entend déjà les émules du chanoine Groulx se fâcher contre la vulgarité de notre pensée anachronique : « C'est ben beau, mais c'est quoi votre thèse ? » Chers lecteurs, votre patience est récompensée, la voici. Si nous faisons sur les histoires, symboles et discours, c'est dans l'espoir naïf que nos coups de pelle insèrent un peu de jeu entre les pièces les moins bien cimentées de notre puzzle national.

Au cas franchement improbable où notre position serait encore ambiguë, nous offrons cette clarification : oui, nous voulons immoler héros et pleutres sans distinction, et finir comme eux après. Tout le monde aura droit à son bien cuit. Nous avouons ne pas savoir, entre le rite funéraire et le saccage, ce à quoi exactement nous nous adonnons, mais une chose est sûre : auteur-trices d'une génération qui ne connaît comme équivalent à la flambée des prix de l'essence que la hausse de température de l'atmosphère, nous n'accordons de valeur qu'à ce qui brûle.

On dit des gauchistes qu'elles n'ont pas d'humour, qu'à cause de nous, on ne peut plus rire de rien. Tout ce qui précède risque donc d'être pris très au sérieux. Nous voulons rappler à nos lecteur-trices, cela dit, que nous avons (ainsi que plusieurs collaborateur-trices de *Liberté*) pourtant été formé-es à la véritable école de l'humour, c'est-à-dire l'UQAM. Vous savez où aller vous plaindre. ●